Développement durable, changement social et rapports sociaux de sexe en Colombie andine

Marie France Labrecque

Volume 8, numéro 1, 1995

Femmes, populations développement

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057820ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057820ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Labrecque, M. (1995). Développement durable, changement social et rapports sociaux de sexe en Colombie andine. *Recherches féministes*, 8(1), 75–97.
<https://doi.org/10.7202/057820ar>

Résumé de l'article

Après un bref historique de la colonisation dans la région du lac La Cocha, cet article analyse deux projets de développement qui s'y déroulent présentement : un projet générateur de revenus et l'autre visant l'implantation de réserves naturelles privées. L'auteure analyse ensuite les deux processus à la lumière des notions de « champ social » et de « développement durable ».

Développement durable, changement social et rapports sociaux de sexe en Colombie andine¹

Marie France Labrecque

Le présent article a pour cadre la région du lac La Cocha situé dans les Andes, à l'extrême sud-ouest de la Colombie, dans le département du Nariño (voir la carte 1). Cette région se prête bien à une étude du changement social. Théâtre d'une colonisation récente, elle a fait l'objet de différentes interventions de développement depuis les années 1960². Une de ces interventions, celle de l'Association pour le développement paysan (ADC)³, s'est nettement basée sur la protection de l'environnement, et ce, dès le début des années 1980.

L'article repose en très grande partie sur l'expérience de cette association. Il se situe dans le sillage des discussions concernant le développement durable, le changement social et les rapports sociaux de sexe (Lélé 1991; Arizpe et Paz 1992; Braidotti *et al.* 1994). Son objectif est de montrer que l'interprétation du changement peut varier considérablement selon les champs du social examinés.

Il ne faut pas chercher d'orthodoxie dans l'utilisation qui sera faite ici de la notion de champ social. Pour Bourdieu (1980 : 113-114), un champ :

se définit entre autres choses en définissant des enjeux et des intérêts spécifiques qui sont irréductibles aux enjeux et aux intérêts propres à d'autres champs [...] et qui ne sont pas perçus de quelqu'un qui n'a pas été construit pour entrer dans ce champ.

La notion de champ chez Bourdieu fait également référence à un habitus qui lui est propre et à des intérêts partagés par l'ensemble des gens qui y « jouent le jeu ». Le champ est le lieu de luttes pour la conservation du capital qui lui est spécifique. Chaque champ est caractérisé par un rapport social qui lui est

-
1. Le présent article est basé sur deux recherches successives menées dans la région de La Cocha. La première, portant sur les changements qui se produisent dans les rapports femmes-hommes dans le cadre de l'introduction de projets générateurs de revenus pour les femmes, a été financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et par le fonds FCAR du ministère de l'Éducation du Québec, de 1989 à 1992. La deuxième recherche, toujours en cours, a été mise sur pied en 1992 et consiste en une recherche-action-participation sur la transformation des rapports hiérarchiques dans un contexte de développement durable. Cette recherche est financée par le Centre de recherche pour le développement international.
 2. Les premières interventions de développement datent de l'époque de l'Alliance pour le progrès en 1961. Ce programme d'aide a été conçu par les États-Unis qui cherchaient à freiner l'influence de la révolution cubaine sur l'Amérique latine (Pearce 1990 : 65).
 3. Nous emploierons désormais le sigle ADC pour désigner l'Association pour le développement paysan qui, en espagnol, s'appelle l'Asociación para el Desarrollo Campesino.

Carte 1
RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE

Source : Carte du Ministerio de Hacienda y Crédito Público, Colombie.

également spécifique. Lorsqu'elle est ré-interprétée, notamment par Combes, Daune-Richard et Devreux, la notion de champ social intègre une hiérarchisation des rapports sociaux et donne lieu à la mise en évidence d'un rapport social fondamental, un rapport « structurant la société, un rapport qui la traverse, qui est présent et fonctionne dans tous les champs du social » (Combes, Daune-Richard et Devreux 1991 : 63). Il s'agit du rapport social de sexe.

Pour nous aussi, la notion de champ social comprend celle de la transversalité des rapports sociaux de sexe. Cependant, le champ est plutôt utilisé pour structurer l'analyse et pour rendre compte de la plus ou moins grande présence des actrices et des acteurs sociaux et du caractère plus ou moins abstrait des rapports sociaux. Trois champs sociaux ont ainsi été définis : le *champ structurel*, qui fait référence au contexte sociétal global dans lequel se situe le phénomène à l'étude, en l'occurrence le développement durable; le *champ des individus et du quotidien*, dans lequel on peut visualiser l'expérience immédiate des sujets d'étude à La Cocha même; enfin, entre les deux, on a situé le *champ organisationnel*. Celui-ci recoupe quelque peu les deux champs précédents et il comprend à la fois des éléments de structure et des éléments de l'expérience individuelle comme dans l'organisation de développement que nous présenterons.

La première partie de notre article concerne la reconstitution du processus de colonisation par lequel la région de La Cocha a été peuplée et l'ébauche des caractéristiques de la population. La deuxième partie a pour objet la présentation de deux projets de développement qui se déroulent actuellement dans la région : l'un d'eux a trait à la génération de revenus et l'autre à l'implantation de réserves naturelles privées. Enfin, la troisième partie porte sur l'interprétation du processus en cours à la lumière des notions de développement durable et de champ social.

La région de La Cocha : colonisation et développement

La région tire son nom du lac La Cocha, le deuxième en importance en Colombie. Il a une longueur de 14 km, et une distance de 3 km sépare ses deux rives dans sa largeur maximale. Les montagnes entourant ses rives renferment une végétation considérée comme unique dans les Andes. Affluent du lac, la rivière Guamuez constitue à son tour un affluent de la rivière Putumayo qui, elle-même, se jette dans le fleuve Amazone (Lopez Arellano 1993). D'ici quelques années, les eaux du lac La Cocha sont susceptibles de devenir l'unique source d'eau potable viable pour la ville de Pasto, capitale du département. Les forêts situées sur le pourtour du lac sont officiellement protégées par l'État qui délivre les permis d'exploitation pour les petits producteurs et productrices (Matabanchoy *et al.* 1993).

Le lac La Cocha est situé sur le versant externe de la Cordillère occidentale des Andes au sud de la Colombie. Ce que l'on désigne sous le nom de la région de La Cocha correspond à un bassin hydrographique de 22 500 hectares, desquels 4 240 hectares sont occupés par le lac proprement dit. Les communautés installées autour du lac se retrouvent entre 2 800 et 3 000 m d'altitude. Les températures moyennes sont de 14 °C et la région reçoit 1 341 mm de pluie en moyenne annuellement. Il est encore possible de s'adonner à

l'agriculture à cette altitude quoiqu'il y ait des risques de gelée. La culture dominante est celle des tubercules. Le lac est entouré de montagnes et le terrain est extrêmement accidenté. Le sol est gorgé d'humidité et, en fait, l'agriculture n'y est possible qu'avec un drainage systématique.

La population, grandement métissée, a colonisé la région à partir des années 1920. Elle se répartit actuellement dans une douzaine de hameaux à l'habitat dispersé (voir la carte 2). Elle atteignait 4 500 personnes en 1984 (SDID 1984). L'étude sur laquelle se base notre article a concerné cinq de ces hameaux. Des 993 personnes qu'on y a recensées en 1990, 44,61 p. 100 sont des femmes et 55,39 p. 100 sont des hommes. Cette inégalité s'explique en très grande partie par l'émigration plus prononcée des femmes qui trouvent à s'employer comme domestiques dans la ville de Pasto située à 23 km du chef-lieu de la région, El Encano.

Jusqu'en 1928, la région de La Cocha a constitué un *resguardo* pour la communauté indienne de la *parcialidad* du village de La Laguna, situé à proximité, qui en tirait son bois⁴. C'est à cette date que, vraisemblablement, fut adoptée une loi qui dépouillait la *parcialidad* de La Laguna de son accès privilégié à La Cocha et qui l'ouvrait à toutes les catégories de la population non seulement du village mais d'autres régions du département.

Les premières incursions des colons dans les années 1920 ont été pénibles. Les séjours étaient liés à la recherche du bois et essentiellement temporaires, comme le fait observer une informatrice :

En fait, on ne construisait pas de maisons, seulement des abris. Il faisait froid, l'eau circulait sous les abris, là même où les gens dormaient. Les gens souffraient amèrement. Ce sont les hommes qui faisaient la cuisine. Au début, il n'y avait que les hommes.

M., femme de 66 ans⁵

La véritable colonisation de La Cocha et la délimitation formelle des propriétés ont commencé dans les années 1930. Des individus s'approprièrent déjà de larges bandes de terrain qu'ils avaient commencé à défricher :

À cette époque, un paysan pouvait éclaircir la forêt et se déclarer propriétaire de la terre. En fait, les gens abattaient les arbres non pas pour en vendre le bois mais pour prendre possession de la terre.

B., homme de 53 ans

-
4. La notion de *resguardo* désigne le territoire possédé collectivement par l'ensemble de la population indienne; la *parcialidad* est formée par la société ou la communauté de personnes y ayant accès (Zuñiga Eraso 1986 : 19).
 5. Ce commentaire ainsi que les suivants ont été tirés d'une série d'entrevues auprès d'hommes et de femmes de différents groupes d'âge. Les entrevues avaient pour objectif de reconstituer l'histoire de la colonisation de La Cocha. Elles furent effectuées au cours de l'automne 1990 durant notre séjour prolongé sur le terrain. Nous avons traduit ce commentaire, ainsi que les suivants, de l'espagnol.

Carte 2
RÉGION DU LAC LA COCHA

Source : Carte du Ministerio de Hacienda y Crédito Público, Colombie.

Peu à peu, probablement à la fin des années 1950, des commerçants-intermédiaires affluèrent dans un des sites au nord du lac, et qui constituerait un petit port par lequel les colons allaient et venaient. Le site finirait d'ailleurs par s'appeler El Puerto. La ville de Pasto où des besoins en bois de construction et en charbon se faisaient sentir constituait un bon débouché pour les produits de La Cocha. Même en étant propriétaires de larges bandes de terre, les colons vivaient dans le dénuement le plus complet. La plupart d'entre eux ne possédaient pas les moyens de transport nécessaires pour acheminer le bois ou le charbon végétal fabriqué dans la montagne vers El Puerto et encore moins vers Pasto. Toute une hiérarchie d'intermédiaires s'est alors constituée pour tirer les produits de la forêt et les acheminer vers la capitale. En fait, n'importe lequel des colons qui détenait un canot et un peu de liquidité pouvait devenir intermédiaire et même *gamonal* (usurier) :

Les intermédiaires étaient tous des *gamonales*. Le moindre peso en leur possession, ils le prêtaient contre intérêt. Ils donnaient 100, 200 pesos au paysan qui avait besoin d'argent. En retour, le paysan devait lui remettre un certain nombre de poches de charbon au prix que l'intermédiaire lui imposait. Le paysan n'avait pas le droit de lui dire : « Tu vas me payer tant la poche, tu vas me payer au prix du marché. » Il n'avait pas le choix parce qu'il avait reçu l'argent à l'avance.

B., homme de 53 ans

Au fur et à mesure que les colons défrichaient les terres et qu'ils pouvaient construire une maison pour leur famille, celle-ci venait s'installer sur les rives de La Cocha. Après s'être assurés que l'approvisionnement annuel en tubercules était suffisant, tous les membres de la famille s'adonnaient, en montagne, aux travaux de la forêt :

Mon père fabriquait du charbon. Il faisait aussi des planches et cultivait la terre. Nous autres, les enfants, on cuisinait et on donnait un coup de main aux champs. Ma mère, elle, ne restait pas à la maison. Elle allait avec mon père soit pour semer, soit pour faire le charbon.

O., femme de 63 ans

Quand je suis arrivée à Romerillo [un hameau de La Cocha] après m'être mariée, mon mari m'a amenée en haut [à la montagne]. On a travaillé dans le charbon, on a scié et on a semé aussi [...].

J., femme de 70 ans

L'implantation définitive de la population au nord de La Cocha et la colonisation du sud du lac se sont enfin accomplies au début des années 1960. L'État, par l'intermédiaire de l'INCORA⁶, avait lancé le « Plan Uno » par lequel il confirmait et, surtout, favorisait l'établissement des colons sur les terres vierges du département du Nariño (Ceron Solarte 1985 : 23) dont celles de La Cocha.

6. INCORA : Instituto Nacional Colombiano de la Reforma Agraria. En français : Institut national colombien de réforme agraire.

En 1960 en effet, 67,27 p. 100 des propriétés dans le département de Nariño comptaient moins de 5 hectares. La réforme agraire, commencée en 1961, n'aura réussi qu'à baisser cette proportion à 65 p. 100 en 1970. Une partie de la paysannerie ayant afflué à La Cocha allait ainsi échapper à la situation prononcée de minifundisme caractérisant encore aujourd'hui le reste du département du Nariño.

Le tableau 1 donne un aperçu de la répartition des maisonnées de cinq des hameaux de La Cocha selon différentes catégories de superficie.

Tableau 1
Répartition des maisonnées selon la superficie
des terres à la Cocha

SUPERFICIE (hectare)	MAISONNÉES	
	N	%
0-4,99	56	32,18
5-9,99	21	12,07
10-29,99	45	25,86
30 et plus	52	29,89
TOTAL	174	100,00

Source : Données du questionnaire de recensement. Projet Colombie 1990.

Contrairement à ce qui existe dans l'ensemble du département de Nariño, la région de La Cocha n'est donc pas à première vue une région de minifundio. Il est intéressant de constater que près du tiers des maisonnées se retrouvent dans la strate des 5 hectares et moins, alors que cette proportion était de 65 p. 100 pour l'ensemble du département de Nariño en 1970. Il est encore plus intéressant de voir que près du tiers également possède plus de 30 hectares.

Il faut cependant rappeler qu'une grande majorité de ces terres sont à peu près inaccessibles en raison des grandes dénivellations et qu'elles ne pourront jamais être mises en culture. Un examen plus poussé de la situation auprès d'un échantillon, et dont les résultats sont présentés au tableau 2, a permis de constater que la proportion de superficies réellement mises en valeur se situaient surtout en deçà de 5 hectares.

On constate donc que 86,82 p. 100 des activités agricoles des maisonnées de l'échantillon se concentrent sur des parcelles de moins de 5 hectares. Les activités se déroulant sur les superficies de 30 hectares et plus n'atteignent pas 1 p. 100. Qui plus est, l'enquête a révélé que plusieurs maisonnées, même propriétaires de vastes superficies de terre, doivent en louer lorsqu'elles désirent s'adonner à l'agriculture. La population de La Cocha se trouve donc, dans son ensemble, incluse dans la catégorie des « fermiers pauvres » visés par les organismes de développement nationaux et internationaux. Parmi ces organismes se trouve la Banque mondiale.

Tableau 2
Proportion de superficie occupée par les différentes activités
agricoles des maisonnées de l'échantillon de la Cocha

SUPERFICIE (hectare)	CHARBON ET BOIS	VACHES	COCHONS D'INDE	AGRICULTURE %			AUTRE	TOTAL
				TUBER- CULES	MÛRES	OIGNONS		
0-4,99	89,47*	55,00	100,00	53,25	28,57	18,18	100,00	86,82
	26,70**	14,66	17,28	21,47	11,52	7,33	1,04	100,00
5-9,99	3,51	25,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,82
	13,33	86,67						100,00
10-29,99	5,30	17,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,45
	25,00	75,00						100,00
30 et +	1,75	1,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,91
	50,00	50,00						100,00
TOTAL	100,00	100,00	100,00	100,00			100,00	100,00
	25,89	23,18	15,00	35,00			0,91	100,00

Source : Labrecque 1994 : 189.

- * Les pourcentages de la première ligne de chacune des cases se lisent verticalement (proportion d'une même activité).
- ** Les pourcentages de la deuxième ligne de chacune des cases se lisent horizontalement (proportion pour une même catégorie de superficie).

Un des avis importants de la Banque, et qui a été suivi dans les années 1960, fut celui d'accorder du crédit et de l'assistance technique à l'agriculture, particulièrement à celle qui est pratiquée par les « fermiers pauvres » (Galli 1981 : 36). Les organisations de développement, porteuses de ce type d'intervention, ne tardèrent pas à pénétrer la région de La Cocha dans le sillage de la réforme agraire en 1961 :

Les organisations commencèrent ici en 1962 avec l'Acción Cultural Popular. C'était une organisation qui donnait une formation aux gens. Quelques paysans en ont profité. Les leaders de l'Acción se rendirent dans les hameaux pour expliquer aux paysans comment semer, comment faire des jardins. Il fallait qu'on arrive à survivre d'une récolte [de patates] à l'autre sans recourir au charbon. C'est parce qu'avec le charbon on pouvait recevoir de l'argent comptant chaque quinzaine.

B., homme de 53 ans

En 1962, grâce à des fonds obtenus de l'Alliance pour le progrès et au travail communautaire de la paysannerie (les *mingas*), des écoles se construisent dans différents hameaux de La Cocha. Le programme de développement rural intégré (DRI) — un programme national de développement — s'est ensuite manifesté dans les années 1970, notamment avec le tracé des routes entre El Encano et Romerillo de même qu'entre El Encano et Santa Teresita (voir la carte 2). Dans les années 1980, le DRI a favorisé l'introduction de vaches laitières :

Les gens avaient commencé à élever du bétail ici en 1938. C'était du bétail commun qui pouvait être élevé dans le bois et qui mangeait le feuillage des arbustes. Il n'y avait pas de fourrage alors. C'était les riches seulement qui avaient un tel bétail. Il y en avait peu. Ils l'élevaient pour le lait et pour pouvoir manger de la viande. Les vaches qu'on voit maintenant ont été introduites dans les années quatre-vingt quand les techniciens de l'ICA [Instituto Colombiano Agropecuario] ont commencé à venir ici, quand notre hameau est devenu un hameau-DRI. Les techniciens nous donnaient une formation sur l'élevage. Toutes les familles ont maintenant une ou deux vaches.

R., homme de 42 ans

Le programme du DRI s'appuyait sur certaines techniques de formation et de désignation de leaders pour les Juntas de Acción Comunal (organisations civiques correspondant à chacun des hameaux). Au milieu des années 1970 à La Cocha, la mobilisation de ces leaders s'était effectuée autour d'un projet de route qui devait faire le tour du lac. Un politicien, d'origine locale, appartenant au parti conservateur et ami avec le gouverneur du département, s'activait alors à propos de cette question. Il avait également contribué à fonder un organisme, l'Instituto de Protección del Joven (Institut de protection de la jeunesse) dans la ville de Pasto qui regroupait à la fois des leaders de La Cocha et des bénévoles de la ville⁷. Un concours de circonstances allait mettre le politicien en contact avec une organisation non gouvernementale québécoise préoccupée également par le sort des jeunes et qui avait fourni des fonds pour un projet dans la région de La Cocha. Or, le projet ne fut pas en mesure de démarrer puisque cet individu avait fini par détourner les fonds obtenus de l'ONG québécoise. Le Québécois venu en reconnaissance dans la région pour vérifier l'utilisation des fonds était un travailleur des caisses populaires Desjardins. Avec les autres membres de l'Institut, il contribua à régler la question de l'expulsion du politicien. Cet épisode de corruption le rendit sensible à la problématique de l'exploitation des paysannes et paysans pauvres tant par les politiciens que par les intermédiaires. Il prit une part active à la formation de l'Association pour le développement paysan⁸, fondée en 1980 par les mêmes personnes qui faisaient partie de l'Institut de protection de la jeunesse.

7. Certaines et certains de ces bénévoles ont été influencés par la théologie de la libération, très présente en Amérique latine à partir des années 1960, de même que par les méthodes de travail de conscientisation inspirées du Brésilien Paulo Freire.

8. Il faut noter ici que, malgré son nom, l'Association pour le développement paysan n'est pas formée exclusivement de paysans et de paysannes. Elle compte aussi

L'Association fut bientôt convaincue de l'urgence et de la nécessité de la formation d'une coopérative de consommation qui éviterait aux paysans et aux paysannes de s'endetter auprès des *gamonales*. Ayant constaté et même, pour certaines personnes, vécu la sévérité du travail de fabrication de charbon et le déboisement de plus en plus visible des pentes du lac, les membres de l'Association n'eurent pas de mal à se convaincre que la coopérative envisagée ne devait pas acheter les produits de la forêt. Simultanément au repérage de la Société de développement international Desjardins (SDID)⁹ comme source potentielle de financement et d'appui technique, s'est ébauchée l'idée de l'implantation de projets alternatifs de production.

L'Association pour le développement paysan et les projets de développement

Dès sa fondation, l'Association pour le développement paysan avait pour objectif le développement intégral de ses membres et de la communauté en général. Dans ce contexte, le développement intégral signifiait « l'évolution vers le progrès économique, social et culturel par le biais de la formation et de l'utilisation de technologies appropriées » (Duque 1989 : 1).

Les projets générateurs de revenus

Au cours de l'année 1983, un projet plus précis de formation d'une coopérative a été élaboré et acheminé à la fois à la SDID, au Conseil de la coopération du Québec et à l'ACDI. Un montant de 350 000 \$ fut attribué en 1985 par la SDID sous le titre de « Projet de développement coopératif La Cocha ».

Des transformations se sont effectuées dans le projet entre le moment où il fut présenté par l'ADC à divers organismes canadiens et québécois et celui où les fonds ont été obtenus. En effet, en 1984, l'ACDI avait émis son Cadre conceptuel en matière d'intégration des femmes au développement (ACDI 1992; ACDI 1984) dont un des objectifs était de sensibiliser les agences d'exécution à l'amélioration des conditions de vie des femmes. On considérait à l'époque que cette amélioration se matérialiserait notamment par l'implantation de projets générateurs de revenus à leur intention. Dans cet esprit, près de la moitié des fonds attribués à l'ADC furent destinés à la fois à la création d'un fonds rotatif de crédit pour ces projets et à la formation des femmes à de nouvelles techniques.

des personnes de la ville, souvent très scolarisées. Aussi ne faut-il pas rechercher dans cette association ou dans les projets de développement qui seront décrits dans les lignes qui suivent l'authenticité paysanne si chère aux nostalgiques. L'ADC a comme objectif de profiter à tous ses membres, qu'elles ou ils habitent la campagne ou ailleurs. Que des rapports de pouvoir puissent s'établir entre des membres appartenant à différentes classes sociales n'est certes pas impossible. Cependant, ce type de relations ne constitue pas l'objet du présent article.

9. La SDID est l'organe international de la fédération Desjardins qui chapeaute la Fédération des caisses populaires Desjardins. Il s'agit d'une institution dont la vocation internationale est surtout vouée à l'implantation du coopératisme et de l'épargne-crédit. La SDID constitue une agence d'exécution de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour les projets en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Une des conditions pour recevoir du crédit à la production était d'adhérer à l'ADC. En 1988, soit trois années après le début du projet, l'Association comptait 92 membres, dont 58 femmes. Ces dernières se partageaient le crédit pour 62 petits projets générateurs de revenus (une même femme pouvant détenir plus d'un crédit). Le tableau 3 montre la répartition des projets selon le type d'activité choisi.

Tableau 3
Répartition des projets générateurs de revenus pour
les femmes selon le type d'activité en 1988

ACTIVITÉ	NOMBRE	%
Culture des mûres	27	44
Élevage des cochons d'Inde	25	40
Élevage des vaches	8	13
Pisciculture	2	3
TOTAL	62	100

Source: Labrecque 1988b : 61.

On constate, à partir des données du tableau 3, que les deux principales activités visées par les projets générateurs de revenus en 1988 étaient la culture des mûres et l'élevage des cochons d'Inde¹⁰. Ces deux activités représentaient alors 84 p. 100 de tous les projets. Quoiqu'on introduisit quelques modifications techniques aux processus de travail, toutes les activités proposées pour la génération de revenus étaient déjà connues de la population de La Cocha, et en particulier des femmes, surtout en ce qui a trait à la culture des mûres et à l'élevage des cochons d'Inde (Ménard 1993). En fait, si l'on en juge du discours des hommes et des femmes, ces activités sont considérées comme « féminines ». L'étude que nous en avons faite confirme que la participation des femmes y est plus importante que celle des hommes, bien que ces derniers n'en soient pas exclus. En proposant ces projets aux femmes un peu moins engagées dans la déforestation, les promoteurs espéraient que leurs succès inciteraient les hommes à se détourner de la fabrication du charbon végétal au profit des autres activités, ce que certains firent progressivement. À cet effet, une conseillère de l'ADC affirme :

10. Le cochon d'Inde (en espagnol *cuy* ou *curie*) est un animal typique de cette région andine. La population en est très friande. On le consomme dans des occasions spéciales. Toutes les familles comptent une dizaine de cochons d'Inde qu'elles élèvent dans leur cuisine où ils se déplacent en liberté. L'élevage dans le cadre des projets générateurs de revenus s'effectue dans des abris (*galpón*) où on a regroupé des cages et où on peut compter jusqu'à 300 bêtes. Les cochons d'Inde de La Cocha sont achetés par des restaurants de Pasto où ils constituent un mets très recherché.

L'inquiétude qu'avaient les femmes, c'est que leur mari puisse aussi avoir accès au crédit pour les projets générateurs de revenus, qu'ils aient les mêmes opportunités.

Labrecque 1994 : 334

Les hommes eurent donc accès au crédit dès la seconde rotation du fonds prévu à cet effet. Un conseiller de l'ADC décrit les circonstances dans lesquelles s'est effectué ce changement :

Les hommes ont demandé à recevoir du crédit lorsqu'ils ont réalisé que les petits projets des femmes avec les cochons d'Inde fonctionnaient bien. L'homme a toujours attendu de voir comment ça se passerait.

Labrecque 1994 : 334

Au tableau 4, on peut observer la répartition actuelle des petits projets générateurs de revenus entre les hommes et les femmes de La Cocha et selon les activités menées.

Tableau 4
Répartition des projets générateurs de revenus
selon les activités en 1994

Activité	Nombre de femmes	%	Nombre d'hommes	%	Total	%
Culture des mûres	24	42,1	8	3,3	32	7,4
Élevage des cochons d'Inde	20	5,1	2	3,3	22	8,8
Élevage des vaches	13	2,8	46	6,7	59	0,4
Autres	0	0	4	6,7	4	3,4
TOTAL	57	8,7	60	1,3	17	00,0

Source : Données inédites compilées par l'ADC.

Comme l'indiquent les données du tableau 4, l'élevage des vaches occupe maintenant le premier rang des activités visées par les petits projets générateurs de revenus. La culture des mûres occupe le deuxième rang et l'élevage des cochons d'Inde le dernier rang. Cependant, si l'on considère la distribution des petits projets chez les femmes, on constate que l'ordre des activités est le même qu'il y a sept ans. Même si plusieurs femmes reçoivent du crédit pour l'élevage des vaches, ce sont les hommes principalement qui s'adonnent à cette activité.

La répartition des projets générateurs de revenus entre les hommes et les femmes est très nettement liée à la division sexuelle du travail. La littérature critique sur ce type de projets fait ressortir qu'ils sont conçus de façon à ne pas remettre en question cette division du travail et qu'ils contribuent à cantonner les femmes dans des activités non rémunératrices (Buvinic 1986; Labrecque

1988a). Le tableau 5 fournit des données qui permettent de relativiser cette critique dans le cas de La Cocha.

Tableau 5
Comparaison de trois activités visées par les projets
générateurs de revenus
(milliers de pesos générés sur un hectare*)

	LAIT	MÛRES	COCHONS D'INDE
Moyenne de revenu brut annuel	87	271	239
Dépenses moyennes annuelles	14	140	85
Proportion moyenne des dépenses par rapport au revenu brut	16 %	52 %	35 %

Source : Labrecque 1994 : 195-197.

* Au moment de l'enquête, il fallait environ 500 pesos colombiens pour un dollar canadien.

Les mûres représentent la moyenne de revenu brut annuel la plus élevée. Elles sont suivies des cochons d'Inde et du lait. La prise en considération des dépenses moyennes annuelles occasionnées par chacune de ces activités montre que l'élevage des cochons d'Inde constitue l'activité la plus rentable dans le cadre des projets générateurs de revenus. Il est aussi remarquable que la production du lait, peu rentable de façon générale, n'entraîne que de faibles dépenses. Cependant, dans ce cas, la mise de fonds initiale est beaucoup plus importante que celle qui est exigée par les deux autres activités.

L'attribution du crédit aux femmes et aux hommes pour une activité déterminée de production ne signifie cependant pas qu'elles et ils effectueront seuls toutes les tâches demandées par cette activité. Si, par exemple, on prend le cas de l'élevage des vaches, on constate que le travail des hommes consiste principalement à préparer les pâturages et à leur entretien, alors que celui des femmes se concentre dans la traite. Cette tâche revient deux fois par jour alors que les travaux en relation avec les pâturages sont plutôt irréguliers. Une analyse encore plus fine de la situation, tenant compte des groupes d'âge, a montré que ce sont les femmes de moins de 24 ans surtout, et presque exclusivement, qui se livrent à la traite. Quant à l'élevage des cochons d'Inde, les données révèlent que ce sont principalement les femmes qui s'adonnent à cette activité, mais qu'elle ne leur est pas exclusivement réservée. Par contre, les hommes qui participent à cette activité ont, pour la plupart, moins de 15 ans.

Les projets générateurs de revenus à La Cocha, qu'ils soient le fait des hommes ou des femmes, sont donc susceptibles de représenter un accroissement du travail des femmes. Le cas est clair en ce qui a trait à l'élevage des cochons d'Inde puisque cette activité est déjà majoritairement le fait des

femmes. Dans le cas de l'élevage des vaches laitières, même si le crédit à la production est attribué surtout aux hommes, les tâches les plus répétitives sont vraisemblablement effectuées par les jeunes femmes.

Quoi qu'il en soit, les projets générateurs de revenus à La Cocha semblent être assez prisés par la population. Le nombre de « bénéficiaires » a presque doublé entre 1988 et 1994. Celui des femmes est resté stable malgré le fait que le crédit soit maintenant accessible aux hommes. Enfin, le nombre de femmes s'adonnant à l'élevage des vaches, activité réputée masculine, a augmenté alors que le nombre de celles qui cultivent les mûres et élèvent des cochons d'Inde, deux activités « féminines », a diminué. Nous nous interrogerons dans la troisième partie du présent texte sur les rapports entre l'élevage des vaches et le développement durable et la portée d'un engagement plus intense des femmes dans cette activité.

Les projets de réserves naturelles privées

Au début de 1992, l'ADC présentait à différents organismes dont le Fonds mondial pour la conservation de la nature World Wildlife Fund (WWF) un projet intitulé « Gestion communautaire de la conservation du haut bassin de la rivière Guamuez ». Il s'agissait de mettre au point chez les membres de l'ADC une stratégie communautaire de conservation des ressources naturelles à La Cocha (ADC 1992). Les objectifs particuliers concernaient la préservation de la biodiversité du haut bassin en mettant un frein à la déforestation. On voulait également mettre sur pied un programme d'éducation environnementale tant pour la population même de La Cocha que pour les visiteurs et visiteuses et les touristes. Globalement, il s'agissait d'instaurer au sein de la paysannerie un changement d'attitude par rapport à l'environnement naturel en incitant les membres de l'ADC à établir des aires de conservation sur leur propriété.

L'idée de ce projet tire son origine d'une rencontre entre l'ADC et le Réseau national de réserves privées de la société civile. Ce dernier s'est formé en 1991 sur l'initiative de groupes écologistes et d'organisations non gouvernementales colombiennes dans le sillage des conférences mondiales sur l'environnement et le développement¹¹. Différentes fondations colombiennes financent les activités du Réseau.

Une famille de la ville de Pasto ayant depuis des années une ferme sur les rives du lac et ayant également participé de façon très active à la formation de l'ADC a été la première à envisager de se joindre au Réseau national de réserves

11. Ce sont les Nations Unies qui ont été les leaders de l'organisation de conférences sur l'environnement. Une des premières fut celle de Stockholm en 1972. Cette conférence a donné naissance au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Par la suite, l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources et le Fonds mondial pour la conservation de la nature, en collaboration avec le PNUE, ont lancé la Stratégie mondiale de conservation en 1980. En 1987, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, présidée par Gro Harlem Brundtland, a publié son rapport intitulé *Notre avenir à tous* qui a contribué à définir le développement durable. Enfin, en 1992, se tenait à Rio de Janeiro, la Conférence mondiale sur l'environnement et le développement, de laquelle est issu l'Agenda 21, une stratégie de conservation pour le XXI^e siècle (Rodda 1991 : 1-2).

privées. Peu à peu, grâce à des contacts avec des spécialistes de l'environnement venus sensibiliser la population aux questions de l'heure, plusieurs membres de l'ADC réalisèrent que leurs propriétés recelaient des ressources naturelles riches en biodiversité tant en ce qui concerne la forêt vierge qu'en ce qui a trait à la végétation propre aux zones de *páramo*¹² qui se trouvent dans les parties élevées de la majorité des fermes de La Cocha. C'est à la suite de cette sensibilisation que l'ADC décida de présenter le projet pour la formation du Réseau des réserves de La Cocha.

Les fonds demandés par l'ADC (et d'ailleurs obtenus) concernent des activités en relation avec la conservation de la biodiversité, la régularisation des débits hydrographiques, l'éducation environnementale, la recherche et le développement d'attitudes conservationnistes. Les activités proposées et qui sont actuellement en cours comportent des ateliers d'information et de recherche, des visites à des réserves déjà organisées dans le reste du pays et, surtout, l'aménagement même des réserves privées. Cette dernière activité consiste plus particulièrement à délimiter la réserve, à la baliser et à la clôturer afin de la préserver des incursions du bétail.

D'une certaine façon, ce projet comporte également un aspect de génération de revenus mais pour lequel les propriétaires de réserves ne reçoivent pas de crédits. Certaines et certains, sensibilisés à l'idée de l'écotourisme, ont décidé d'agrandir leur maison et d'y aménager une pièce dans l'espoir d'accueillir des personnes intéressées à parcourir la réserve et à en observer les particularités. Des propriétaires ont aussi aménagé des sentiers sillonnant leur propriété afin de permettre ainsi aux visiteurs et aux visiteuses de se déplacer à leur guise. Quelques familles ont même construit des observatoires de fortune dans les parties hautes de leur propriété où l'on peut faire halte tout en continuant d'observer les environs.

L'intérêt pour la protection de l'environnement a été grandement renouvelé grâce à la loi 99 du 22 décembre 1993. C'est en effet par cette loi qu'a été créé le ministère de l'Environnement en Colombie. Or, les articles 109, 110, 111 et 116 définissent clairement la réserve naturelle privée. Pour que celle-ci soit reconnue légalement, son ou sa propriétaire a l'obligation de l'enregistrer. Cette démarche lui donne le droit de participer désormais au processus de planification des programmes de développement concernant l'aire dans laquelle on retrouve la réserve en question. Selon ces articles, une réserve naturelle privée est (Ecofondo 1994 : 68-69) :

cette partie d'une propriété sur laquelle est conservé un échantillon de l'écosystème naturel géré selon les principes de la durabilité et sur laquelle les activités et les usages sont déterminés avec la participation des organisations sans but lucratif qui en établissent la réglementation [...] Une réserve naturelle doit être enregistrée auprès du ministère de l'Environnement et son propriétaire doit participer au programme de développement entrepris par le réseau dans la région.

12. Le *páramo* est défini comme une zone désertique, très froide, située en altitude, à plus de 3 000 m. En fait, le *páramo* est riche en espèces végétales très rares et souvent menacées de disparition sous l'influence des variations climatiques actuelles.

Il est bien précisé que l'État favorisera l'établissement de réserves naturelles par la société civile, particulièrement dans des régions stratégiques comme celle de La Cocha où il importe de protéger l'écosystème.

Par ce projet, la paysannerie de La Cocha est donc engagée dans un processus qui dépasse largement les frontières de la région. Une fois par année, d'ailleurs, les propriétaires de réserves privées se joignent à ceux et celles des autres régions de la Colombie pour l'assemblée générale du Réseau national de réserves privées. Des paysannes et des paysans qui, il y a à peine quinze ans, n'étaient jamais sortis des limites du département de Nariño sillonnent désormais tout le pays.

Le projet a également été le contexte d'événements de prestige auxquels, sans aucun doute, la paysannerie n'a pas été insensible. En effet, au printemps 1993, l'Université Javeriana, le Centre pour la recherche en systèmes durables de production agricole et d'élevage de même que l'Instituto Mayor Campesino (un institut voué à l'expérimentation de productions de rechange) ont tenu un important séminaire sur la biodiversité à La Cocha même. Les différentes phases du séminaire, qui rassemblait des étudiantes et des étudiants de deux programmes de maîtrise dans le domaine du développement durable, se sont tenues dans plusieurs des réserves privées des membres de l'ADC qui furent mis à contribution par les professeurs et professeures, les moniteurs et monitrices de même que les étudiantes et étudiants dans la plus pure tradition de la recherche participative. Un ouvrage produit dans le cadre de ce séminaire et se concentrant sur la région de La Cocha a été publié à l'automne 1994 sous le titre évocateur de *Diversité biologique et dialogue des savoirs* (MDSSA 1994b). Le livre, attrayant et abondamment illustré, fait une place très large aux connaissances des membres du Réseau des réserves privées de La Cocha sur leur environnement naturel.

Il n'en fallut pas plus pour renouveler l'intérêt de la paysannerie de La Cocha pour le projet. Alors qu'au printemps 1993, lors de la tenue du séminaire, on comptait 28 réserves privées à La Cocha, on en dénombrait 44 au printemps 1995. Le tableau 6 montre la répartition de ces réserves selon le sexe et le groupe d'âge du ou de la propriétaire.

Tableau 6
Répartition des propriétaires de réserves privées selon l'âge et le sexe

GROUPE D'ÂGE	NOMBRE DE FEMMES	%	NOMBRE D'HOMMES	%	TOTAL	%
15-24 ans	3	8,7	2	7,1	5	1,4
25-39 ans	6	7,5	7	5,0	13	29,5
40 ans et +	7	3,8	19	7,9	26	9,1
TOTAL	16	6,4	28	3,6	144	00,0

Source : Données compilées par l'ADC 1995.

Les propriétaires de ces réserves sont forcément des membres de l'ADC. Certaines de ces personnes ont été ou sont également bénéficiaires du crédit à la production dans le cadre des projets générateurs de revenus. Comme on le constate au tableau 6, les propriétaires de réserves privées sont des hommes, dans une proportion de près de 64 p. 100. Ils ont en général plus de 40 ans. On remarque une distribution des réserves selon chacun des trois groupes d'âge retenus plus régulière chez les femmes que chez les hommes. Les personnes de moins de 39 ans qui sont propriétaires de réserves privées ont reçu leur parcelle du « vivant » de leurs parents dans le cadre de ce projet. C'est une pratique encore assez exceptionnelle dans un milieu où la parcelle reste indivise jusqu'à la mort de son ou de sa propriétaire. Dans notre recherche, nous avons d'ailleurs pu mettre en relation l'âge avancé des personnes au moment du mariage avec le caractère tardif de l'accès à la terre.

Il est difficile de mesurer le travail qu'exigent les réserves privées. Pour l'aménagement des sentiers, les membres du Réseau ont eu recours au travail communautaire sur chacune des réserves. En fait, le travail des réserves est d'une nature complètement différente de celui que demandent les projets générateurs de revenus et se limite à l'aménagement et à l'entretien à intervalles plus ou moins réguliers. On peut retenir que l'appartenance au Réseau, contrairement aux projets générateurs de revenus, entraîne des devoirs, des obligations, voire des dépenses mais sans contrepartie monétaire. Il semble bien, pour revenir à notre point de départ, que le développement durable et le changement produits par les projets générateurs de revenus ainsi que le projet de réserves privées à La Cocha ne se définissent pas de la même façon dans l'ensemble des champs du social.

Discussion: développement durable et changement social à La Cocha

L'examen de la littérature portant sur le développement durable révèle qu'il n'y a pas d'unanimité quant à la définition de ce concept. Prenons par exemple le rapport Brundtland qui le définit comme un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs (voir Faucheux et Noël 1990 : 102). Une telle définition se situe presque exclusivement dans le champ structurel. La notion de changement n'est qu'implicite.

Il faut reconnaître cependant que la définition du rapport Brundtland constitue un progrès quant à l'approche économique du développement qui associe la durabilité dans une zone circonscrite (région, pays, planète) à la stabilité du stock global de ressources (Goran Maler, cité par Arizpe et Paz 1992 : 341). Cette définition n'est concernée que par les aspects physiques de la durabilité et exclut la dimension sociale. Il importe donc de distinguer la durabilité écologique de la durabilité sociale qui, quant à elle, suppose l'engagement et la participation de la population (Lélé 1991 : 615).

Comme l'affirment Arizpe et Paz (1992 : 342), les stratégies de développement durable, définies au niveau macro-économique, entraînent des généralisations simplistes qui « n'auront rien à voir avec la réalité des pratiques quotidiennes de milliers d'hommes et de femmes ». En ce sens, il importe de comprendre les dimensions multiples du développement durable. Nous devrions être en mesure de repérer quelques-unes de ces dimensions en nous

positionnant à partir de chacun des champs du social que nous avons retenus. Dans les lignes qui suivent, nous tenterons d'expliquer de quelle façon les deux projets étudiés contribuent ou non au développement durable et au changement. Comme nous avons suggéré que les rapports sociaux de sexe traversent l'ensemble des champs du social, une attention particulière mais non exclusive sera accordée à cette question.

Le rapport à la durabilité dans les deux projets que nous avons examinés passe par la forêt. En effet, dans le premier cas, les projets générateurs de revenus ont pour objectif de fournir des solutions de rechange, du point de vue de la production, à la fabrication du charbon qui contribue de façon sensible au déboisement. Dans le deuxième cas, le rapport est encore plus évident puisqu'on veut préserver les ressources naturelles dont la forêt.

Comment s'inscrivent les deux projets dans les différents champs du social ? Si on prend le *champ structurel*, les deux projets se rattachent au contexte plus global du développement. Les projets générateurs de revenus s'insèrent dans un ensemble de programmes dont on peut facilement retracer l'origine à la deuxième décennie des Nations Unies de 1970 à 1980 pour le développement, alors que l'accent était mis désormais sur la satisfaction des besoins essentiels. On a également pu voir que le fait de réserver, dans un premier temps, le fonds rotatif de crédit aux femmes se rattachait directement aux politiques des agences publiques de développement concernant l'intégration des femmes au développement. Pour sa part, l'orientation du projet des réserves naturelles répond aux préoccupations des agences internationales quant à l'environnement et aussi à l'idéologie de la participation de la population, telle qu'elle est récupérée par ces mêmes agences (Escobar 1991; Braidotti *et al.* 1994 : 113). Dans le cas des réserves naturelles privées cependant, le fait que leur légalité fasse partie intégrante de la loi sur l'environnement assure au projet une certaine pérennité qui évoque la durabilité sociale.

Dans un autre ordre d'idées, on remarque une différence de taille entre les deux projets dans le champ structurel. Le projet de réserves naturelles privées s'inscrit dans un réseau national, à la différence des projets générateurs de revenus. La beauté naturelle de la Colombie tout entière et de ses régions en particulier, celles d'où viennent chacun et chacune des membres, est vantée et valorisée par le Réseau national, démarche qui favorise la construction d'une identité que l'on ne retrouve pas dans le premier projet.

Il ne fait nul doute que l'intégration à ce projet est source d'un prestige considérable pour la paysannerie qui fréquente désormais les *doctores*¹³ et l'élite écologiste du pays. Les membres du Réseau ont nettement l'impression de participer à un projet qui dépasse les frontières de leur région et dont la portée n'a rien à voir avec l'utilitarisme pragmatique des projets générateurs de revenus. Des propos tenus par une paysanne de La Cocha le jour du lancement du livre sur la biodiversité mentionné plus haut illustrent parfaitement le sentiment exaltant que représente la participation au Réseau (MDSSA 1994a : 64) :

13. Attribuer le titre de *doctor* à la personne à qui on s'adresse, particulièrement si elle est d'une classe plus élevée que la sienne, est une marque de respect. Si la personne qu'on appelle *doctor* est en général assez scolarisée, elle n'est pas nécessairement titulaire du diplôme correspondant au titre. Dans certains contextes, une certaine mesure de dérision accompagne l'attribution du titre.

C'est pour moi un très grand honneur de me faire la porte-parole de mes concitoyens paysans à l'occasion de ce lancement. Je peux le faire, grâce à la maîtrise en développement durable et à ses professeurs que nous respectons et admirons et qui, même en tenant compte de tous les merveilleux sites de la grande mosaïque qu'est la Colombie, ont fait de notre Cocha le site d'importantes études sur la biodiversité. À cette occasion, nous, les paysans de La Cocha, avons acquis un espace, avons réalisé un rêve que nous caressions depuis des années, soit que l'on nous reconnaisse enfin comme des personnes détentrices de grandes connaissances transmises de génération en génération comme un héritage de nos ancêtres.

Malgré que le *champ des organisations* se confonde jusqu'à un certain point avec les champs sociaux de la structure et du quotidien, il est possible de considérer les dimensions particulières que revêtent dans ce champ les projets que nous avons présentés. L'objectif ici n'est pas de contraster les deux projets mais de faire ressortir leur effet cumulatif puisqu'ils sont menés par la même organisation, l'Association pour le développement paysan. Comme nous l'avons mentionné, les personnes qui ont commencé à s'engager dans les réserves naturelles avaient déjà participé aux projets générateurs de revenu. Certaines d'entre elles ont même occupé des postes clés dans l'Association. On peut penser que si les membres de l'Association se sont engagés dans un projet qui, comme celui des réserves, occasionne des dépenses, c'est parce qu'il y a eu et il y a un projet qui, lui, génère des revenus. Il serait intéressant de vérifier, par des études comparatives, si une paysannerie comme celle de La Cocha aurait manifesté autant d'enthousiasme à l'endroit du projet des réserves naturelles s'il n'y avait pas eu préalablement les projets générateurs de revenus pour gagner sa confiance. Si on définit la durabilité sociale comme étant aussi celle des organisations qui favorisent le développement et le changement social, on pourrait dire que, avec le projet des réserves naturelles privées, l'ADC a gagné en durabilité sociale.

Le *champ social des individus et du quotidien* est probablement celui dans lequel on peut le mieux mesurer le changement social. Une des dimensions de ce changement s'exprime dans le domaine des rapports sociaux de sexe. Nous proposons ici un retour sur les similitudes et les différences de l'engagement des hommes et des femmes dans l'un et l'autre des projets.

Au départ, les projets générateurs de revenus devaient constituer d'autres solutions de production pour contrer le déboisement lié à l'exploitation du charbon. Presque tous les responsables des projets générateurs de revenus, hommes ou femmes, se sont déjà adonnés à cette activité. Tant que l'élevage des cochons d'Inde représentera le premier choix des femmes comme activité génératrice de revenus, on pourra penser que la durabilité écologique n'est pas menacée par ce type de projet. En plus, il s'agit d'une activité rentable, et les femmes gagnent *réellement* des revenus. C'est là un changement social appréciable mais qui n'entraîne pas automatiquement de changements dans les rapports sociaux de sexe puisque la division sexuelle du travail n'a pas été remise en cause. Toutes les tâches de l'élevage des cochons d'Inde sont assurées principalement par les femmes de tout âge et quelquefois par les garçons de moins de 15 ans.

Aujourd'hui, les productrices et les producteurs se tournent surtout vers l'élevage des vaches. Or, on peut s'interroger sur la durabilité écologique de ce type d'activité qui est maintenant la plus répandue à La Cocha sans qu'elle ne soit pour autant des plus rentables. Pour s'adonner à l'élevage laitier, il faut d'abord déboiser la parcelle qui deviendra pâturage. Ensuite, le piétinement du bétail sur les terres gorgées d'eau et sur un sol mince contribue à sa détérioration et peut aboutir à une situation de non-retour pour l'agriculture. Enfin, comme on l'a déjà suggéré, ce type d'élevage représente vraisemblablement un surcroît de tâches pour les femmes. Il est entendu que d'autres dimensions extra-économiques entrent dans le choix des producteurs et des productrices. Le prestige lié à l'animal peut entrer en ligne de compte. Le fait de l'approvisionnement régulier en lait pour la consommation familiale peut aussi jouer, quoique, souvent, un seul animal suffise amplement. En somme, dans le cas de l'élevage des vaches, la durabilité écologique n'est pas assurée, pas plus que ne l'est la durabilité sociale, si par là on fait référence au travail supplémentaire des femmes.

Qu'en est-il de la durabilité du projet des réserves naturelles dans le *champ des individus et du quotidien* ? La durabilité écologique est l'objectif visé et les individus reçoivent, dans le cadre de ce projet, une formation et un encadrement qui leur apportent des connaissances nouvelles et leur montrent comment mettre en pratique leurs propres connaissances. Quant à la durabilité sociale, il est évident ici que l'accès des femmes à la propriété foncière constitue pour elles un facteur limitatif important. À La Cocha, l'héritage de la terre est accessible autant aux hommes qu'aux femmes et, en principe, les terres des parents sont distribuées de façon égale entre les enfants. Dans les faits, cependant, il y a une préférence marquée pour les hommes d'autant plus que les femmes, on l'a vu plus haut, tendent à émigrer davantage. Même si, comme la recherche l'a montré, leur émigration est temporaire, il semble qu'elles « perdent » en quelque sorte leur accès à la terre n'ayant pas participé à sa mise en valeur pendant les années passées en ville. L'héritage demeure tout de même le mode principal d'accès à la terre, son prix rendant l'achat prohibitif pour ce type de paysannerie qui dispose de peu de liquidités. C'est la raison pour laquelle ce sont des hommes de plus de 40 ans qui sont les principaux propriétaires des réserves privées.

On constate donc que les projets de réserves privées concernent davantage les hommes que les femmes sans pour autant exclure ces dernières. Ce constat en rejoint d'autres en ce qui a trait aux rapports des femmes à la propriété foncière et qui posent que le véritable problème dans le contexte des projets de développement concerne l'accès à la propriété (Léon, Prieto et Salazar 1988). Tant que les projets de développement peuvent s'effectuer sans un fonds de terre important, comme dans le cas de l'élevage des cochons d'Inde, les femmes peuvent en constituer les bénéficiaires ponctuelles. Déjà, on l'avait remarqué, le crédit attribué à l'élevage des vaches, activité nécessitant de larges superficies de terre, favorise davantage les hommes dans la mesure où ceux-ci sont les principaux propriétaires fonciers. Cependant, le fait que des femmes de plus en plus jeunes soient propriétaires d'une réserve naturelle, ayant reçu leur héritage du vivant de leurs parents, montre que la situation de monopole des gens âgés et des hommes sur les terres est en train de changer. Pour le moment, si on considère les rapports sociaux de sexe et si on définit la durabilité sociale dans ce contexte comme davantage de justice et d'équité entre les hommes et

les femmes, la durabilité sociale du projet des réserves naturelles, tout comme celle des projets générateurs de revenus, n'est pas assurée.

Conclusion

La principale leçon à tirer de la discussion sur les projets générateurs de revenus et ceux des réserves naturelles à La Cocha concerne la prise en considération des dimensions multiples du développement en général et du développement durable en particulier. Pendant de longues années, on a mis l'accent sur la dimension économique des projets de développement pour réaliser que, dans bien des cas, la perspective de gains monétaires et de l'amélioration de sa situation économique ne constitue certainement pas un élément suffisant de motivation de la population. L'échec des politiques internationales de développement, notamment, est précisément lié au fait que les instances décisionnelles proposent des changements dans le seul champ structurel sans s'interroger sur les processus qui sont enclenchés dans les autres champs du social et qu'on a souvent désignés comme les effets « pervers » du développement.

Dans notre article, nous avons tenté d'illustrer certaines des dimensions que revêt le changement dans chacun de ces champs. On a constaté notamment qu'on ne peut mesurer le succès ou l'échec des projets par leur seule performance économique. L'enthousiasme manifesté par la population de La Cocha à l'égard du projet des réserves naturelles semble être intimement lié au fait qu'il joue de façon explicite sur la durabilité sociale et qu'il insiste sur la possibilité de transmettre un patrimoine naturel intact aux générations futures. La valorisation des connaissances et de l'expérience même de la paysannerie représente aussi un facteur important de motivation.

L'analyse des données en provenance de La Cocha aura montré que des projets de développement peuvent se déployer différemment selon les champs sociaux et qu'ils peuvent même avoir des effets contradictoires dans chacun d'entre eux. Lorsqu'on superpose l'approche des rapports sociaux de sexe à celle des champs sociaux, il se dégage un tableau d'une grande complexité mais dont les composantes sont enfin intelligibles et susceptibles d'être dénouées.

Marie France Labrecque
Département d'anthropologie
Université Laval

RÉFÉRENCES

- ACDI (Agence canadienne de développement international)
1992 *Intégration de la femme dans le développement: un énoncé de politique*. Hull, Agence canadienne de développement international.
1984 *Les femmes dans le développement. Cadre conceptuel*. Hull, Agence canadienne pour le développement international.
- ADC (Asociación para el Desarrollo Campesino)
1992 *Gestión Comunitaria en la Conservación de la Cuenca Alta del Río Guamuez*. San Juan de Pasto, ADC (miméo).
- ARIZPE, Lourdes et Fernanda Paz
1992 « Culture et durabilité », *Revue Tiers Monde*, XXXIII, 130, avril-juin : 339-354.

BOURDIEU, Pierre

1980 *Questions de sociologie*. Paris, Minuit.

BRAIDOTTI, Rosi, Ewa Charkiewicz, Sabine Hausler et Saskia Wieringa

1994 *Women, the Environment and Sustainable Development. Towards a Theoretical Synthesis*. Londres, Zed Books/INSTRAW.

BRUNDTLAND, Gro Harlem

1988 *Notre avenir à tous*. Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Montréal, Éditions du Fleuve, Québec, ministre des Communications et ministre de l'Environnement.

BUVINIC, Mayra

1986 « Projects for Women in the Third World : Explaining their Misbehavior », *World Development*, 14, 5 : 653-664.

CERON SOLARTE, B.

1985 *Contexto socio-económico de las migraciones internas en Nariño*. Pasto, Universidad de Nariño, Colombie.

COMBES, Danièle, Anne-Marie Daune-Richard et Anne-Marie Devreux

1991 « Mais à quoi sert une épistémologie des rapports sociaux de sexe ? », in Marie-Claude Hurtig, Michèle Kail et Hélène Rouch, *Sexe et genre. De la hiérarchie des sexes*. Paris, CNRS : 59-68.

DUQUE, Octavio

1989 *Diagnóstico interno de la ADC*. Pasto, Universidad de Nariño, Colombie, ADC.

ECOFONDO

1994 *Materiales de Trabajo No.1. Ley 99 del 22 de Diciembre de 1993. Creación del Ministerio del Medio Ambiente*. Santafé de Bogotá, Ecofondo.

ESCOBAR, Arturo

1991 « Anthropology and the Development Encounter : The Making and Marketing of Development Anthropology », *American Ethnologist*, 18, 4 : 658-682.

FAUCHEUX, Sylvie et Jean-F. Noël

1990 *Les menaces globales sur l'environnement*. Paris, La Découverte.

GALLI, Rosemary

1981 « Colombia : Rural Development as Social and Economic Control », in R.E. Galli (dir.), *The Political Economy of Rural Development. Peasant, International Development, and the State*. Albany, State University of New York Press : 27-90.

LABRECQUE, Marie France

1994 *Femmes, hiérarchie et développement. Anthropologie des genres et des générations dans la région de la Cocha, Colombie*. Québec, Université Laval, Laboratoire de recherches anthropologiques, Collection « Rapports de recherche », 10.

1988a *Développement : la question des femmes : le cas de la création d'unités agricoles et industrielles pour les femmes. État du Yucatan, Mexique*. Ottawa, Institut de recherche sur les femmes, Les documents de l'ICREF, 18.

1988b *Développement coopératif de La Cocha, Colombie. Évaluation finale*. Lévis, Société de développement international Desjardins.

LÉLÉ, Sharachchandra M.

1991 Sustainable Development : a critical Review. *World Development*, 19, 6 : 607-621.

- LEON, Magdalena, Patricia Prieto et Cristina Salazar
 1988 *Acceso de la mujer a la tierra en América latina. Panorama general y estudios de caso de Honduras y Colombia*. Bogotá, FAO.
- LOPEZ ARELLANO, José
 1993 *Características sociales y económicas de una región andina del sur de Colombia*. Québec, Université Laval, Département d'anthropologie, Laboratoire de recherches anthropologiques.
- MATABANCHOY, Concepción, Marta Coral , Edílma Lopez , Gabriel Villota et Carmen Candelo Reina
 1993 *El aprovechamiento forestal con fines energéticos en la Cuenca Alta del Guamuez*. San Juan de Pasto, Asociación para el Desarrollo Campesino.
- MDSSA (Maestría en Desarrollo Sostenible de Sistemas Agrarios)
 1994a *Memorias. III Seminario Internacional. Desarrollo Sostenible de Sistemas Agrarios*. Tome II. Cali, Colombie, Fundación CIPAV.
 1994b *Diversidad Biológica y Diálogo de Saberes*. Cali, Colombie, Fundación CIPAV.
- MÉNARD, Renée
 1993 *Travail des femmes et conditions économiques : une « évidence » ? Étude de cas chez des petits producteurs marchands andins de la région du Lac Guamuez, Nariño, Colombie*. Mémoire de maîtrise. Québec, Université Laval.
- PEARCE, Jenny
 1990 *Colombia : Inside the Labyrinth*. Londres, Latin American Bureau (Research and Action) Limited.
- RODDA, Annabel
 1991 *Women and the Environment*. Londres et New Jersey, Zed Books.
- SDID (Société de développement international Desjardins)
 1984 *Rapport de faisabilité*, préparé par Claude Côté et Louis Roberge. Lévis, Québec, SDID.
- ZUÑIGA ERASO, Eduardo
 1986 « Resguardos de la cuenca interandina ». *Revista de Historia (Academia Nariñense de Historia)*, VIII, 50-60 : 9-36.